EDITION D'HIER SOIR.

NOUVELLES DE LA RIVIERE ROUGE

Les officiers du bateau à vapeur Minnie Shrieve, passé d'Alexandrie le 5 avril a arrêté hier soir, rapportent que la Rivière Rouge baisse de douze pouces par jour. Le steamer Lumsden était au dessus des rapides, près d'Alexandrie.

Le général Banks et son état-major remontaient la rivière sur le Black Hawk et on trouvait, disait-on, dans le voisinage de Grand Ecore.

Tout était tranquille à Alexandrie et aucune attaque n'avait eu lieu entre point. Les grosses canonnières blindées étaient revenues vers le fort de Kissy. Il y avait encore assez d'eau pour permettre aux transports du gouvernement de passer les Rapides à Alexandrie. Les rues de cette ville sont barricadées pour le cas d'une invasion par les rebelles.

Le *Times* dit que le général Banks et son état major sont en route pour Shreveport. L'*Evening Star* dit que toute l'armée se porte vers le même but; mais si l'on s'en rapporte aux journaux les plus récents on le gros de l'armée se trouve présentement.

Nouvelles du Sud.

PROGRAMME MILITAIRE.

Nous trouvons dans le Mobile *Evening News* du 28 mars, l'extrait suivant du Montgomery *Mail*:

Avec notre armée du Trans-Mississippi nous devons, dans la campagne du printemps, envahir de bonne heure le Missouri, et avec l'armée du général Lee en arrière l'Ohio et avec celle de Johnston nous porter par le Kentucky et le Tennessee dans l'Indiana et l'Illinois; sans cela, et nous resterons chez nous, et que nous envoyons de défendre des milliers de potiots contre des milliers d'étrangers faites par ne consent qui dispose de nos côtes et de nos rivières navigables, et qui a d'amples moyens pour transférer ses armées où il veut, notre agriculture sera ruinée, et nos manufactures seront détruites.

Envahissons-les avec toutes nos forces dans le Missouri, le Kentucky et le Maryland et les coppetheads grossiront nos rangs. Nous n'avons besoin de vivres, de vêtements et d'or. Allons et nous prendrons ce qu'il nous faut. L'armée recevra avec acclamations l'ordre "En avant vers le Nord". Une fois là, il faudra qu'elle y reste jusqu'à ce que nos ennemis crient merci. Mieux vaut mourir là les armes à la main que de mourrir de faim ici en dépit la fera. La meilleure protection que nous puissions donner à ceux que nous laissons derrière nous c'est de prendre les gens du Nord et de les garder comme otages.

Si notre armée du Mississipi marche sur St. Louis, l'armée de la Virginie sur Pittsburg, l'Ohio et la Pennsylvanie, à moins que toute l'armée fédérale ne soit rainée de Sud pour défendre l'Ohio et le Missouri, Pittsburg, les villes de Cincinnati et Chicago seront prises par le général Lee, et l'Ohio, l'Indiana et l'Illinois seront envahis par nos forces et le Missouri sera délivré. Mais si l'armée fédérale peut rappeler, comme elle le devra certainement, en assez grand nombre pour mettre en danger les relations des deux pays, le général Rosecrans a injonction qu'après avoir ramassé les preuves que lui avait brandiches M. Adams, il ne trouvait pas que les témoignages produits fussent décisifs. On affirmait que ces preuves étaient foudroyantes pour des commerçants, et il n'y avait pas de preuves que leur destination fût illégale.

Ainsi, jusqu'à lord Russell ne voulait pas saisir ces bâtiments. Mais le 4 septembre, trois jours plus tard, le sous secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères a écrit aux lords de la Trésorerie pour leur ordonner de saisir les bâtiments. Que s'était il passé? M. Adams avait écrit encore une fois et avait insisté. Avait-il produit de nouvelles preuves? Par quoi sait-on vers de quelle loi a-t-on saisi ces bâtiments? L'enseignement reste que le gouvernement avait résolu de saisir les bâtiments, il a proposé lui même de les acheter à MM. Laird. Lord Russell a persisté à les détenir encore, bien qu'il fût convaincu que M. Bravay disait la vérité en déclarant qu'il avait commandé ces navires pour le pacha d'Egypte. Lord Russell, écrit-il à M. Adams, a été qu'il était "important qu'il fût démontré que les bâtiments entraient à destinés pas destinés au pacha d'Egypte. Or, ce n'est que le 10 septembre que le gouvernement de S. M. a reçu une dépêche de M. Catpchone, consul de S. M. à Alexandrie, portant que des ordres pour la construction de deux bâtiment cuirassés avaient été donnés lorsque Said Pacha était à Paris, mais, que M. Bravay avait promis en vain Ismail Pacha de mettre le contrat à exécution.

Par cet exemple et par celui des bâtiments construits pour la Chine, que les Américains est absolument vouln considérer comme des bâtiments destinés au Sud, et qu'il était qu'il faut y regarder à deux fois avant d'accepter pour vraies des rumeurs courant au sujet des bâtiments en construction à Angleterre. M. Catchone prouve que si M. Bravay a dit vrai, il était possesseur de ces navires. La vérité est que ce sont les menaces de M. Adams qui ont amené la saisie des bâtiments. Mal gré que soi, dit Forstner, n'avinguerait avec horreur une guerre contre les Etats Unis, Mais si, pour l'éviter, nous devions renoncer à la loi, je n'hésite pas à dire que je préfère la guerre.

L'attorney général dit que l'orateur, en limitant les termes de sa motion, a compris de la même que pendant qu'un procès judiciaire se poursuit, on ne peut procéder sous les documents d'un navire saisi. Il n'y a guère différence entre documents échangés avec M. Adams. Mais quant à celle qui a été échangée avec MM. Laird, le gouvernement ne peut officiellement communiquer à la Chambre des documents qui font des pièces au procès. Le gouvernement, après une enquête longue et attentive, est arrivé à se convaincre qu'il était de son devoir de saisir ces bâtiments entrants. Il est prêt à subir les conséquence de sa décision.

Quant aux représentations faites par M. Adams, il est incontestable que le gouvernement a dû en prendre note. Que dirait-on si l'Angleterre réclamait des Etats Unis de l'application de "foreign enlistement act" et que le gouvernement des Etats Unis refusât de l'appliquer en disant qu'il refusait parce qu'il s'agissait de l'Angleterre et ils devaient juger la cause les parties avec égalité et impartialité? D'ailleurs le gouvernement était résolu à saisir les bâtiments avant d'avoir reçu la lettre de M. Adams en date du 3 septembre.

L'honorable gentleman demande quels nouveaux renseignements sont survenus depuis le 4 sept. qui l'ont décidé à mettre la main sur ces bâtiments. C'est justement ce que le gouvernement refuse de dire à l'honorable gentleman. Qu'il sache seulement que le gouvernement avait de bons motifs pour agir. L'honorable gentleman demande en vertu de quel droit le gouvernement a saisi ces navires. Il répond que les bâtiments n'ont pas encore été saisis par exécution, mais qu'après l'affaire de l'*Alabama* il était résolu de ne permettre à aucun navire, en construction ou autre, de quitter les ports du royaume sans une autorisation spéciale. Il ajoute que le gouvernement de S. M. a reçu l'assurance de ce qu'il a fait. L'opposition, par l'organe de M. Gathorne Hardy, a déclaré qu'elle ne voulait violer la loi, et qu'elle n'a eu tort que pouvait être fait à nous puissants amis.

Si quelque crime était commis, qui est-ce que le gouvernement aurait pas le droit de prendre ces mesures pour empêcher que la justice ne fût eludée? Dans cette affaire, a eu un vice de forme, conçons sont éveillés, on peut demander à un magistrat l'arrestation de l'auteur. Quand il s'agit d'un bâtiment, on ne peut agir de même.

La loi n'offre aucun moyen pareil (applaudissements sur les bancs de l'Opposition); oui, et c'est pourquoi le gouvernement, agissant sous un propre responsabilité, a décidé d'empêcher que l'affaire de l'*Alabama* ne se renouvelât.—Applaudissements.—Il a décidé d'empêcher que des navires de guerre ne fussent relancés à par quelque autre puissance. Il a donné l'ordre de saisir les bâtiments entrants. Il n'est pas encore prouvé que ces bâtiments soient destinés au service étranger. Mais si on le prouve, le gouvernement a droit de vendre des bâtiments semblables des canons et des munitions ou d'empêcher de même le blocus. M. E. T. Baring, membre pour Penrhyn, propose un amendement chaleureux, contre lequel il déclare lutter par M. Walpole; il déclare que le gouvernement de la Couronne a fédéré le monde qu'il est adopté. Qu'en propose donc un amendement formel et en blâme cette manière de procéder.

M. Fitzgerald ayant répliqué à M. Baring, la motion est mise aux voix; elle est repoussée par 179 voix contre 152—Vifs applaudissements sur les bancs ministériels.

LOUISIANA ACADEMY.

Enseignement dirigé par M. A. *Fervier*
PENSIONNAT ET EXTERNAT
Pour les jeunes gens, Rue Hospital, No 131
entre Dauphine et Bourbonne.
Les prix varient de 15 à 40 piastres le mois d'après le nombre des classes.

Les personnes qui désirent des professeurs particuliers pour leurs enfants, n'ont qu'à s'adresser à l'Académie, rue Hospital, No 131, entre Dauphine et Bourbonne. 1 avril—1m

INSTITUT ST-LOUIS
POUR LES DEMOISELLES,
Dirigé par Mme DERON,
278,.....*RUE DAUPHINE*.....278.
Ouvert, pour plus de renseignements, se prononcer personnellement à l'établissement, par écrit les professeurs sont rue. 21 mars—7us—6

Institution Martin.
PENSIONNAT ET EXTERNAT,
10 mars—3m. RUE DU SAINT No 20.

Pensionnat et Externat.
LE SŒURS DE CHARITÉ de Jefferson City (Académie Avenue), continuent l'institution St Joseph commencé. Install Paroisse.
Pour les conditions, les parents sont priés de s'adresser à la supérieure de l'établissement. 14 mars

LE GRAND REMEDE INDIEN,
COMPOSÉ DE
RACINES INCONNUES. SECRETES.

REMEDE CHEROKEE
Guérison infaillible pour la Spermatorrhée, la Faiblesse Nocturne, et toutes les maladies causées par les excès de la jeunesse, la Perte Séminale, Impuissance Générale, Douleurs au Dos, Troubles de la Vue, Vertiges, Pâleur de la Face, Débilité de Respiration, Transpiration, Rougeurs, Taches Pâles, Feux, Gonflements par des habitudes secrètes basses.
Ce remède est le seul connu qui ait traité végétal; on peut prendre tel, sur il n'est employé dans notre hémisphère, pour la Consomption et la Fièvre, et est reconnu par les médecins n'en pas employé une aussi forte que celle-ci. Il est plus précieux qu'un ALBUM PHOTOGRAPHIQUE.
Photographies de plusieurs femmes d'Etat, artistes, etc.
Ce n'est de terribles des portraits Photographies de Mlle. Tietjens, Mlle. Parepa, Mlle. Adelina Patti, Mme. Anna Bishop, Mme. Lucca, Mme. Rosalie Sherwood, Mme. Seguin, Mme. Ristori, Mme. Janauschek, Mme. Ponisi, Mme. Bateman, Mme. Scott Siddons, Mme. Fanny Davenport, Mme. Clara Morris, Mme. Modjeska, Mme. Agnes Ethel, Mme. Rose Eytinge, Mme. Kellogg, Mme. Nilsson, Mme. Rive, Mme. Pauline Lucca, Mme. Rhea, Mme. Emma Abbott, Mme. Pauline Rita, Mme. Gerster, Mme. Minnie Hauk, Mme. Ethelbert Nevin, Mme. Nordica, Mme. Louise Pyne, Mme. Parepa Rosa, Mme. Ada Richmond, Mme. Christine Nilsson, Mme. Zelda Seguin, Mme. Ada Cavendish, Mme. Fanny Janauschek